



L'épisode électoral inédit que nous avons vécu cet été aura eu le mérite de mobiliser les Françaises et les Français. À Langon, comme en France, les citoyens ont pu confirmer leur attachement aux valeurs de la République et leur souhait de rester un peuple uni dans sa diversité.

Mais au lendemain de ces élections le Ministre de l'Intérieur a répondu par la négative à notre demande d'adapter les moyens de la gendarmerie aux spécificités de notre ville. Certes vu de Paris, on voit Langon comme une petite sous-préfecture de 7500 habitants quand son dynamisme fait que nous sommes à plus de 25000 personnes en journée !

Depuis 2020, nous avons adapté nos moyens puisqu'aujourd'hui nous sommes à 5 policiers municipaux et à 2 ASVP. Nous avons une bonne synergie avec les gendarmes et nous tenons à leur marquer notre

considération ! En revanche, la réponse du ministre ne nous convient pas et nous maintiendrons la pression. Nous n'accepterons pas que l'État se désengage du terrain. L'état ne doit pas se décharger de ses missions régaliennes sur les villes. Au niveau des principes, la police municipale doit continuer à agir en complémentarité - et non en substitution - de la Gendarmerie. Les politiques d'austérité successives ont considérablement affecté tous les services publics et pèsent sur notre cohésion sociale.

Notre équipe mettra toutes ses forces et toute son énergie dans l'apaisement et la réparation des fractures qui minent notre pays.

C'est la boussole de notre action municipale .

***Le groupe de la Majorité municipale***

L'été qui s'achève en annonçant la rentrée nous rapproche de nos préoccupations habituelles. Cette rentrée se fera, pour les usagers du centre-ville, sans les travaux qui ont largement perturbé la vie des usagers comme celle des activités commerciales. Certes ces travaux étaient incontournables, mais plus de cohésion et d'informations auraient, à tout le moins, rendu le quotidien plus confortable pour tous. Bien sûr, nous ne contestons pas l'action des élus dans cette œuvre, mais nous pensons qu'une coordination des travaux aurait dû être confiée en amont à un cabinet spécialisé dont c'est le métier de gérer les contraintes et les besoins de chaque partie prenante. N'a-t-on pas vu des tranchées ouvertes, fermées puis réouvertes ? Certes un tel service a un cout, mais les répercussions de ce vaste chantier ont couté beaucoup à plusieurs acteurs économiques du centre-ville.

En matière de service aux citoyens et de sécurité, on se demande pourquoi les bureaux de la Police Municipale

ne sont pas implantés en cœur de ville de façon à être plus visibles et donc plus accessibles. Cette proposition ne nous ferait pas oublier que notre Gendarmerie a quitté LANGON pour TOULENNE, mais elle aurait le mérite, à minima, d'afficher la présence d'une police de proximité en ville. Les solutions de locaux ne manquent pourtant pas. À l'heure actuelle, pour accéder aux services de la Police Municipale, il faut contourner les allées Jean Jaurès pour arriver à l'arrière de l'Hôtel de Ville, c'est donc un lieu totalement invisible depuis le centre-ville... À bientôt 18 mois du prochain scrutin municipal, nous avons hâte de découvrir la nature des bonnes surprises qui animent souvent la fin d'un mandat qui avait si mal commencé avec la crise du COVID puis les hausses fiscales et des carburants, la baisse du pouvoir d'achat, l'inflation, etc.

***Didier Sendrès pour la liste Langon Ensemble 2020***

Le mois de septembre, c'est pour beaucoup le mois de la rentrée. Même si, pour un certain nombre d'entre nous, il n'a pas été question de vacances, et encore moins de départs, faute de moyens.

Et la rentrée est dans la continuité pour les classes populaires. Fin août, les ministres, quoique démissionnaires, nous racontaient des histoires, expliquant que les prix des produits de grande consommation étaient à la baisse. Cette baisse de 0,2 %, elle est due à un tripatouillage des chiffres en retirant du calcul les produits frais.

La réalité, c'est que l'inflation même officielle repart à la hausse. En juillet 2024, les prix du gaz étaient 21 % plus élevés qu'en juillet 2023, ceux de l'électricité, 20 %, et 10 % pour les mutuelles. Et il suffit de faire ses courses pour vérifier que les prix augmentent sans cesse. Surtout que la rentrée, c'est aussi faire les achats pour la rentrée scolaire de ses enfants, et les prix des fournitures ont flambé l'année dernière et continuent à grimper.

Pour les classes populaires, c'est de plus en plus difficile de tenir jusqu'à la fin du mois.

Et ce ne sera pas seulement sur le plan des prix et des salaires que les classes populaires subissent des reculs. D'autres attaques ont été organisées dès cet été par des ministres dits démissionnaires, mais qui n'en ont pas moins continué leurs politiques contre les travailleurs. Ils ont préparé les nouveaux budgets, avec le but de baisser les dépenses d'environ 20 milliards. En 2024, les coupes budgétaires ont été de 25 milliards, avec pour conséquence les attaques contre les chômeurs, le manque de moyens dans les hôpitaux, dans les écoles et dans tous les services les plus indispensables aux classes populaires. Et sur ce terrain aussi, ces coupes concerneront les collectivités, régions, départements et communes.

Le gouvernement démissionnaire s'est préoccupé de préparer le travail de son successeur : quel qu'il soit, il y aura des attaques contre lesquelles les travailleurs auront à se défendre.

***Jean-Philippe Delcamp pour la liste Lutte Ouvrière***